



## CHAPITRE 84

### LOI POUR AIDER AU DÉVELOPPEMENT DES PÊCHERIES DANS CETTE PROVINCE

#### SECTION I

##### DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

**1.** La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi* Titre abrégé.  
*du service des pêcheries maritimes.* S. R. (1909), 2308a;  
13 Geo. V, c. 36, s. 1.

#### SECTION II

##### DU SERVICE DES PÊCHERIES MARITIMES

**2.** Il est établi dans le département de la colonisa- Établis-  
tion, des mines et des pêcheries un bureau sous le nom sement du  
de Service des pêcheries maritimes. S. R. (1909) 2308b; bureau.  
13 Geo. V, c. 36, s. 1.

**3.** Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un "Surinten-  
officier désigné sous le nom de Surintendant des pêche- dant des pê-  
ries maritimes et les autres officiers et employés qui cheries mari-  
composent le bureau du service des pêcheries maritimes. times," etc.  
S. R. (1909), 2308c; 13 Geo. V, c. 36, s. 1.

**4.** Le surintendant du service des pêcheries mariti- Devoirs du  
mes est chargé de mettre à exécution, sous le contrôle surintendant.  
du ministre de la colonisation, des mines et des pêche-  
ries, la loi du service des pêcheries maritimes. S. R.  
(1909), 2308d; 13 Geo. V, c. 36, s. 1.

**5.** Sous le contrôle et la direction du ministre de la Fonctions du  
colonisation, des mines et des pêcheries, le surintendant surintendant.  
du service des pêcheries maritimes exerce les fon-  
ctions suivantes, à part celles qui peuvent lui être attri-  
buées en tout temps et à différentes reprises par le mi-  
nistre de la colonisation, des mines et des pêcheries:

1° Voir à la création de sociétés coopératives de pêcheurs, à leur organisation et fonctionnement;

2° Surveiller la préparation et l'inspection du poisson;

3° Voir au bon fonctionnement, en autant que les pêcheries de cette province sont concernées, des entrepôts frigorifiques qui sont subventionnés par le gouvernement;

4° Tenir des statistiques au sujet des pêcheries maritimes de cette province;

5° Donner aux pêcheurs et aux sociétés coopératives de pêcheurs tous les renseignements nécessaires pour la préparation, la conservation, le transport et la mise sur les marchés, du poisson;

6° Coopérer avec le département de la marine et des pêcheries du Canada. S. R. (1909), 2308e; 13 Geo. V, c. 36, s. 1.

### SECTION III

#### DE L'ENVOI D'ÉLÈVES À L'ÉTRANGER ET DE L'AIDE À LA CONSTRUCTION D'ENTREPÔTS FRIGORIFIQUES

Dépenses autorisées pour:

6. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à mettre annuellement à la disposition du ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries une somme de quarante mille dollars durant dix années pour les fins suivantes:

Construire, etc., un entrepôt frigorifique, à Québec;

1° Aider, dans la mesure fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil, à construire et maintenir, en la cité de Québec, un entrepôt frigorifique destiné à recevoir le poisson provenant des pêches maritimes de cette province; cet entrepôt devra être d'une capacité d'au moins trois cent mille livres, pourvu de tous les appareils les plus propres à assurer la conservation du poisson, et construit d'après les plans approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil;

Id., sur la côte nord du St. Laurent, etc.

2° Aider, dans la mesure fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil, à construire et maintenir des entrepôts frigorifiques dans une ou plusieurs localités de la côte nord, de la côte sud et des îles de la Madeleine, de la capacité, selon les plans et munis des appareils déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil;

Id., sur les navires;

3° Aider, dans la mesure fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil, à construire et maintenir un ou des entrepôts frigorifiques sur les navires qui servent au transport du produit des pêcheries maritimes de cette province;

4° Payer les dépenses d'un nombre d'élèves, n'excédant pas trois, qui iront à l'étranger apprendre les méthodes les plus modernes pour pêcher, préparer et conserver le poisson; ces élèves seront choisis par le lieutenant-gouverneur en conseil; L'envoi d'élèves à l'étranger;  
Choix de ces élèves.

5° Aider à la construction et au maintien d'une ou de plusieurs fabriques de conserves de poisson. S. R. (1909), 2308f; 13 Geo. V, c. 36, s. 1. Construire etc., des fabriques.

#### SECTION IV

##### DES ÉTABLISSEMENTS DE PISCICULTURE

7. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre de la colonisation des mines et des pêcheries d'établir, aux endroits les plus propres à cet objet, des établissements de pisciculture construits d'après les plans et au coût qu'il détermine. Le coût de la construction, de l'organisation et du maintien de ces établissements sera payé à même les fonds votés par la Législature pour cette fin. S. R. (1909), 2308g; 13 Geo. V, c. 36, s. 1. Établissements de pisciculture.  
Coût.

8. Les établissements de pisciculture actuellement construits à Magog, Baldwin's Mills, Saint-Alexis-des-Monts, Lac Tremblant, Gaspé et Tadoussac sont censés avoir été construits conformément à l'article 7, et les dépenses encourues pour leur maintien sont régies par le même article. S. R. (1909), 2308h; 13 Geo. V, c. 36, s. 1. Dispositions applicables à certains établissements.

#### SECTION V

##### DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE PÊCHEURS

9. Le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries peut autoriser, dans toute municipalité ou paroisse de la province, la formation d'une ou de plusieurs sociétés ayant pour but l'amélioration, le développement des pêcheries maritimes ou autres, ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches; l'achat d'agrès, de barques, de tous objets nécessaires ou utiles aux pêcheurs; l'achat ou la vente, ou les deux, la prise, l'inspection, la préparation, la conservation, la transformation, le transport, la mise sur les marchés canadiens et autres de toutes les espèces de poissons; la construction d'entrepôts frigorifiques et de toutes autres bâtisses nécessaires à l'industrie de la pêche; la mise en conserve de tout poisson et sa vente, sous le nom que les fondateurs choisiront, pourvu que tel nom ne puisse être con- Formation de sociétés coopératives de pêcheurs.

fondue avec celui d'une autre société existante. S. R. (1909), 2308i; 13 Geo. V, c. 36, s. 1.

Nombre de personnes requis.

**10.** La société doit se composer d'au moins vingt-cinq personnes qui signent une déclaration conforme à la formule 1. S. R. (1909), 2308j; 13 Geo. V, c. 36, s. 1.

Nature de la société. Responsabilité des membres.

**11.** Chaque société est de la nature d'une société par actions, la responsabilité de ses membres ou actionnaires étant limitée au montant de leurs mises respectives. S. R. (1909), 2308k; 13 Geo. V, c. 36, s. 1.

Montant des actions.

**12.** Le montant de chaque action est de dix dollars payable en cinq versements annuels de deux dollars, le premier le jour de l'inscription du sociétaire, et les autres d'année en année à la même date. La société peut cependant décider, par règlement, que les actions souscrites dans la suite seront payables comptant ou en moins de cinq versements et déterminer le montant de chacun. Ce règlement ne peut avoir d'effet rétroactif et ne s'applique qu'aux actions souscrites après son adoption. Il est toujours permis à un sociétaire de se libérer par anticipation, et l'intérêt peut lui être payé sur les montants versés par anticipation pour le temps à courir de la date du paiement à celle de l'échéance.

Paiement de la souscription.

Paiement anticipé.

Nombre d'actions.

Société actionnaire d'une autre société.

Aucun sociétaire ne peut souscrire et détenir plus de cent actions de dix dollars;

Une société coopérative de pêcheurs peut devenir membre d'une autre société coopérative de pêcheurs, mais ne peut dans ce cas souscrire plus d'une action. S. R. (1909), 2308l; 13 Geo. V, c. 36, s. 1.

Capital.

**13.** Le capital d'une société est variable. S. R. (1909), 2308m; 13 Geo. V, c. 36, s. 1.

Actions nominatives et transférables.

**14.** Les actions sont nominatives et transférables en remplissant les formalités prescrites par les règlements de la société. Elles ne peuvent cependant être transportées qu'à un cessionnaire accepté par le bureau de direction de la société. S. R. (1909), 2308n; 13 Geo. V, c. 36, s. 1.

Déclaration des membres fondateurs.

**15.** La déclaration doit être signée en double par les membres fondateurs devant un témoin. L'un de ces doubles est transmis au ministre, qui, s'il trouve à propos d'autoriser la formation de cette société, fait publier sans délai dans la *Gazette officielle de Québec* un avis, selon la formule 2, de la formation de cette société, et un avis rédigé selon la formule 3, est, sans délai, envoyé au pro-

Avis dans la Gazette officielle.

tonotaire du district et au registraire de la division d'enregistrement dans laquelle la société est constituée. Avis au protonotaire et au registraire.  
S. R. (1909), 2308o; 13 Geo. V, c. 36, s. 1.

**16.** La société se compose des personnes qui ont signé la déclaration mentionnée dans l'article 10 et de toutes celles qui, par la suite, souscrivent des actions dans cette société. Composition de la société.  
S. R. (1909), 2308p; 13 Geo. V, c. 36, s. 1.

**17.** A compter de la date de la publication de l'avis ci-dessus, dans la *Gazette officielle de Québec*, cette société devient une corporation sous le nom qui lui est donné dans cet avis. Constitution en corporation.

Du consentement du bureau de direction, le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries peut changer le nom de la société au moyen d'un avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*. Changement de nom, avis.

La société a le pouvoir d'acquérir et de posséder des terrains, et elle peut les vendre, louer ou en disposer autrement, mais elle ne peut posséder plus de cinq cents acres à la fois. Acquisition de terrains, etc.

Elle peut avoir des bureaux d'affaires en différents endroits dans la province. Bureaux d'affaires.  
S. R. (1909), 2308q; 13 Geo. V, c. 36, s. 1.

**18.** La société est administrée par un bureau de direction composé de cinq directeurs. Trois d'entre eux forment un quorum. Les directeurs exercent leur mandat jusqu'à l'élection de leurs successeurs à l'assemblée générale annuelle. Ils sont rééligibles. Administration. Quorum, etc.

Ils tiennent leurs assemblées conformément à l'ajournement ou à l'avis de convocation par écrit donné à chacun d'eux par ordre du président, ou, en son absence par ordre du vice-président, ou par deux membres du bureau de direction, six jours au moins avant le jour fixé pour la tenue de telles assemblées. Cet avis peut être donné par lettre recommandée à l'adresse de chaque directeur et déposé à un bureau de poste dans la province au moins six jours avant les assemblées. Assemblées des directeurs. Avis.

Les directeurs peuvent tenir leurs assemblées au principal siège d'affaires de la société ou dans toute autre localité dans la province. Endroits de la tenue des assemblées.

Les directeurs ont plein pouvoir de faire, à toute assemblée, des règlements pour la régie de la société et de les modifier ou abroger, pourvu que ces règlements ne viennent pas en conflit avec ceux adoptés aux assemblées générales des actionnaires de la société. Régie interne.  
S. R. (1909), 2308r; 13 Geo. V, c. 36, s. 1.

**Règlements.** **19.** La société, ou son bureau de direction, peut faire, amender ou abroger, entre autres, des règlements concernant l'admission des sociétaires, le transport des actions et le maximum des actions qu'un sociétaire peut souscrire. S. R. (1909), 2308s; 13 Geo. V, c. 36, s. 1.

**Pouvoirs des directeurs.**

**20. 1.** Le bureau de direction de la société, en conformité des dispositions de la présente loi et des règlements de la société, délibère, transige et statue sur tout ce qui a trait aux intérêts de la société, et notamment peut:

a) Régler les conditions particulières de tout contrat, en veillant spécialement à ce que les intérêts de la société soient sauvegardés;

b) Emprunter des fonds, disposer, céder ou transporter, sous forme de garanties pour toute somme empruntée ou tout cautionnement fourni, les sûretés ou les biens de la société avec ou sans pouvoir de vendre ou avec toutes autres conditions spéciales jugées convenables et utiles;

c) Acquérir des meubles et immeubles et les revendre;

d) Autoriser toute procédure légale et judiciaire;

e) Transporter, en tout ou en partie, à une institution financière ou à toute autre personne, aux conditions jugées convenables, les versements dus ou à échoir sur les actions souscrites par les sociétaires, comme sûreté subsidiaire du paiement de tout prêt fait à la société par billet ou autrement. Ce transport peut aussi être fait en faveur de toute personne, qu'elle soit directeur ou officier de la société ou non, qui se porte caution ou qui est déjà caution ou qui s'engage à être caution de la société pour l'accomplissement d'obligations assumées ou à être assumées par la société.

**Transport.** Tout transport fait en vertu du présent sous-paragraphe e peut être fait par acte notarié ou en double devant témoins et doit être enregistré. Il peut être

**Signification.** signifié au moyen d'avis rédigés selon la formule 4 et adressé à chaque sociétaire par lettre recommandée.

**Procès-verbal etc.** Le notaire ou l'huissier qui fait ainsi une signification de transport en dresse un procès-verbal dont une copie ou un double est délivré à la société. Les certificats de recommandation signés par le maître de poste sont annexés à l'original du procès-verbal ou à l'un des doubles, et le notaire ou l'huissier n'est pas tenu d'en délivrer copies à la société. Toutefois l'huissier qui dresse un procès verbal doit remettre au cessionnaire le double qui contient les certificats de recommandation.

**Annulation de transports et avis.**

Les parties qui consentent à l'annulation d'un tel transport doivent faire signifier aux sociétaires un avis

de l'annulation de ce transport. L'avis de l'annulation est signifié en l'une ou l'autre des manières mentionnées dans l'alinéa précédent.

Tout cessionnaire qui prélève des versements en vertu d'un transport doit en donner un reçu en double, dont un exemplaire est remis au trésorier de la société. Mention de ce reçu doit être faite dans les livres de la société par le trésorier.

Reçus des versements perçus. Mention aux livres.

2. Le montant total des sommes empruntées ne doit jamais excéder quatre fois le montant total des actions souscrites et celui du fonds de réserve. S. R. (1909), 2308t; 13 Geo. V, c. 36, s. 1.

Limite du pouvoir d'emprunt.

**21.** Toute société coopérative de pêcheurs peut faire vendre par encan ou autrement, par toute personne licenciée ou non, et sans paiement des droits exigés par la loi en pareille circonstance, le poisson et tous les produits en dérivant qui lui appartiennent ou qui appartiennent à quelque autre société coopérative de pêcheurs et ce, aux conditions fixées par le bureau de direction. S. R. (1909), 2308u; 13 Geo. V, c. 36, s. 1.

Vente du poisson, etc.

**22.** Le bureau de direction choisit annuellement parmi ses membres, à sa première séance qui suit l'assemblée générale annuelle, un président et un vice-président.

Président et vice-président du bureau.

Le président et le vice-président du bureau de direction sont en même temps président et vice-président de la société.

Id., de la société.

Le bureau de direction nomme un secrétaire-trésorier et fixe sa rétribution. S. R. (1909), 2308v; 13, Geo. V, c. 36, s. 1.

Secrétaire-trésorier.

**23.** Les fonctions des membres du bureau de direction sont gratuites.

Gratuité de certaines fonctions.

Le président peut néanmoins être nommé gérant de la société et toucher la rétribution fixée par le bureau de direction, à moins qu'un règlement de la société n'empêche cette nomination. S. R. (1909), 2308w; 13 Geo. V, c. 36, s. 1.

Gérant, sa rémunération.

**24.** En cas de vacance dans le bureau de direction, les membres restants doivent remplir cette vacance pour le reste du terme. S. R. (1909), 2308x; 13 Geo. V, c. 36, s. 1.

Vacances.

**25.** 1. L'assemblée générale se compose de tous les sociétaires.

Composition de l'assemblée générale.

Date et endroit de sa tenue.

Une assemblée générale doit être tenue chaque année le deuxième jeudi de janvier, ou tout autre jour du mois de janvier fixé par les directeurs, à dix heures du matin, au siège principal d'affaires, ou en toute autre localité, à un endroit qui est indiqué par les directeurs. Elle élit les membres du bureau de direction et un vérificateur.

Convocation de la première assemblée générale.

La première assemblée peut être convoquée en tout temps par deux sociétaires, au moyen d'un avis déposé au bureau de poste du principal siège d'affaires de la société, sous enveloppe affranchie, à l'adresse de chaque sociétaire, au moins huit jours avant ladite assemblée.

Premiers directeurs, auditeur.

Elle élit les premiers directeurs, qui restent en fonction jusqu'à l'élection de leurs successeurs, à l'assemblée générale annuelle suivante. Elle nomme aussi un vérificateur.

Assemblées subséquentes.

2. Les assemblées générales sont ensuite convoquées par le président ou, à son défaut, par le vice-président, au moyen d'un avis adressé à chaque sociétaire, sous enveloppe affranchie, au moins huit jours avant le jour fixé pour l'assemblée. S. R. (1909), 2308y; 13 Geo. V, c. 36, s. 1.

Dispositions applicables.

**26.** 1. Les articles 34 et 36 de la Loi des cercles agricoles (chap. 55) s'appliquent, en y faisant les changements nécessaires, aux sociétés coopératives de pêcheurs.

Procédure dans le cas où l'assemblée générale n'a pas été tenue à la date fixée, etc.

2. Si l'assemblée des sociétaires pour l'élection des directeurs et la nomination d'un vérificateur n'a pas eu lieu dans le mois de janvier, ou que l'assemblée ayant eu lieu, il n'y a été fait aucune élection ou qu'il a été élu un nombre insuffisant de directeurs, il est du devoir du président de l'élection ou du secrétaire-trésorier de la société d'informer le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries de l'existence de ces faits, par lettre adressée au ministre dans les trente jours qui suivent le mois de janvier. Il est permis à tout sociétaire de donner cette information au ministre. Le ministre, aussitôt que la connaissance de ces faits lui est parvenue, peut ordonner, en tout temps, une élection, prescrire la date, le mode et le lieu de convocation de l'assemblée générale des sociétaires et régler tous les détails nécessaires à cette élection tenue pour élire les directeurs qui auraient dû être élus dans le mois de janvier et pour procéder à la nomination d'un vérificateur.

Vote des sociétaires.

Un sociétaire ne peut voter qu'une fois, quel que soit le nombre de ses actions. Pour exercer son droit de vote, le sociétaire doit avoir payé au moins un dollar sur chaque action et avoir souscrit son action ou ses actions au moins trois mois avant l'assemblée; mais à la première assemblée générale qui suit la formation



de la société, le sociétaire peut néanmoins voter, quelle que soit l'époque de la souscription de son action ou de ses actions avant cette assemblée. S. R. (1909), 2308z; 13 Geo. V, c. 36, s. 1.

**27.** L'assemblée générale rend ses décisions à la simple majorité des voix; en cas de parité, la voix du président est prépondérante. Décisions de l'assemblée générale.

L'assemblée générale peut faire des règlements pour l'administration générale de la société et tous autres règlements nécessaires, pourvu que ces règlements ne soient pas contraires aux lois de cette province. Règlements.

Des assemblées générales spéciales peuvent aussi être convoquées par le président ou le vice-président, selon le cas, sur décision du bureau de direction. S. R. (1909), 2308aa; 13 Geo. V, c. 36, s. 1. Assemblées générales spéciales.

**28.** Les comptes de la société sont tenus par le secrétaire-trésorier sous le contrôle du bureau de direction et sont vérifiés par vérificateur. Comptes tenus par le sec.-trés.

Les comptes de la société sont arrêtés tous les ans au 31 décembre. Comptes annuels.

Après la clôture de l'exercice et pendant la première semaine de janvier, un état des affaires de la société est préparé et attesté par le secrétaire-trésorier. S. R. (1909), 2308bb; 13 Geo. V, c. 36, s. 1. État annuel.

**29.** Cet état doit être approuvé par le vérificateur et contenir : État approuvé par l'auditeur.

1° La liste des sociétaires existant au 31 décembre, le nombre d'actions souscrites et le montant payé par chaque actionnaire; Contenu de cet état.

2° Un état succinct de l'actif et du passif de la société;

3° Un état des opérations de l'année, avec indication des profits et pertes;

4° Tous autres renseignements exigés à cette fin par les règlements de la société. S. R. (1909); 2308cc; 13 Geo. V, c. 36, s. 1.

**30.** L'assemblée générale, se basant sur ce compte rendu, détermine le montant des bénéfices dont elle fait la répartition. Répartition des bénéfices.

La société peut avoir un fonds de réserve. Tant que ce fonds n'est pas égal au capital souscrit, le total des dividendes répartis annuellement ne doit pas excéder six pour cent du capital payé. Fonds de réserve. Dividendes.

Lorsque la société a un fonds de réserve supérieur au capital souscrit, elle peut, après avoir payé des dividendes à un taux ne dépassant pas six pour cent sur le capital payé et avoir gardé pour le fonds de réserve au Répartition entre les sociétaires du surplus des profits.

moins dix pour cent des bénéfices, répartir le surplus des profits entre les sociétaires en proportion de leurs opérations avec la société d'après la base établie par la société ou le bureau de direction. Cette base peut être le montant payé par chaque sociétaire pour ses achats de la société; ou le montant payé par chaque sociétaire pour la conservation ou la préparation ou la transformation des produits de sa pêche; ou le montant de la valeur de ces produits; ou le montant touché par chaque sociétaire pour les produits de sa pêche, lorsque ces produits sont vendus à la société ou par son entremise; ou tous ces montants réunis ou quelques-uns d'eux, selon l'état et la répartition approuvés par les directeurs dont la décision à ce sujet est finale et définitive.

Base de cette répartition.

Restriction concernant les dividendes.

Un sociétaire qui achète de la société des produits des sociétaires vendus à la société ou par son entremise ou préparés ou transformés par elle, n'a pas droit à des dividendes sur ces achats. S. R. (1909), 2308dd; 13 Geo. V, c. 36, s. 1.

Examens des livres, etc.

**31.** Le ministre peut, en tout temps, faire examiner par un de ses employés, les livres et les comptes d'une société coopérative de pêcheurs.

Devoirs des officiers à cet égard.

Les officiers de toute telle société, lorsqu'ils en sont requis, doivent soumettre ces livres et ces comptes à cet examen, et répondre véritablement et au meilleur de leur connaissance à toutes les questions qui leur sont posées à cet égard ou sur l'état financier de la société. S. R. (1909), 2308ee; 13 Geo. V, c. 36, s. 1.

Signature des contrats, etc.

**32.** Tous contrats, billets, chèques, mandats ou documents, liant la société, doivent être signés par le président ou le vice-président et par le secrétaire-trésorier ou par tous autres officiers à ce dûment autorisés par une autorisation générale ou spéciale du bureau de direction. S. R. (1909); 2308ff; 13 Geo. V, c. 36, s. 1.

Dissolution de la société.

**33.** Si une société cesse pendant deux ans d'être en opération, le ministre peut, sur la demande du bureau de direction, la déclarer dissoute, réaliser ses biens, en employer le produit à payer les dettes de la société et diviser le reliquat de l'actif sur le passif entre les sociétaires au prorata des actions souscrites et payées. S. R. (1909); 2308gg; 13 Geo. V, c. 36, s. 1.

Responsabilité du sec.-trés.

**34.** Le secrétaire-trésorier de chaque société est responsable envers la société de tous les deniers qu'il a touchés en cette qualité, et est tenu de lui fournir un cau-

tionnement au montant fixé par le bureau de direction, à la satisfaction du président et du vice-président.

Le cautionnement doit être renouvelé chaque fois que requis par la société, et peut être fait d'après la formule

5. (S. R. (1909); 2308hh; 13 Geo. V, c. 36, s. 1.

**35.** Les livres et règlements sont constamment ouverts à l'inspection des membres de la société, mais la société ou les directeurs peuvent, par un règlement, décréter quand et quel jour cette inspection peut être faite, pourvu qu'il y ait au moins un jour par mois pour cette inspection. S. R. (1909); 2308ii; 13 Geo. V, c. 36, s. 1.

**36.** Les biens de la société sont exempts de toutes taxes du gouvernement. S. R. (1909); 2308jj; 13 Geo. V, c. 36, s. 1.

**37.** Une société coopérative de pêcheurs peut devenir membre de la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec en y souscrivant une ou plusieurs actions, et ce sous les conditions de la loi régissant ladite Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec. S. R. (1909); 2308kk; 13 Geo. V, c. 36, s. 1.

**38.** Toute société coopérative de pêcheurs peut transiger des affaires avec la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec. Elle peut acheter d'elle tous les effets et marchandises qui lui sont nécessaires pour la pêche et le commerce du poisson. Elle peut lui vendre le poisson et ses dérivés. La Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec peut aussi agir comme agent de toute société coopérative de pêcheurs pour acheter tout ce qui est nécessaire à une société coopérative de pêcheurs et pour vendre les produits de cette société coopérative de pêcheurs. S. R. (1909); 2308ll; 13 Geo. V, c. 36, s. 1.

## FORMULES

### 1.—(Article 10)

#### *Déclaration de société*

Les soussignés déclarent qu'ils deviennent membres d'une société coopérative de pêcheurs à responsabilité limitée, sous le nom de "Société coopérative de pêcheurs de \_\_\_\_\_" avec sa principale place d'affaires à \_\_\_\_\_, dans le comté de \_\_\_\_\_, et qu'ils

souscrivent le montant du capital respectivement indiqué en regard de leurs noms.

Daté à \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_\_ jour du  
mois d \_\_\_\_\_ mil neuf cent \_\_\_\_\_

Témoins	Nom	Prénoms	Résiden- ce	Occu- pation	Nombre d'actions de \$10.00

S.R. (1909), 2308*ll*; formule A; 13 Geo. V, c. 36, s. 3.

2.—(Article 15)

*Avis de formation d'une société coopérative de pêcheurs  
publié dans la Gazette officielle de Québec*

Avis est par le présent donné qu'une société coopéra-  
tive de pêcheurs a été constituée dans le comté de  
(ou selon le cas), sous le nom de "Société coopérative  
de pêcheurs de \_\_\_\_\_", et que son principal siège  
d'affaires est en \_\_\_\_\_

(Signature.)

ministre de la colonisation,  
des mines et des pêcheries.

S. R. (1909), 2038*ll*, formule B; 13 Geo. V, c. 36, s. 3.

## 3.—(Article 15)

*Avis que le secrétaire de la société doit donner au protonotaire et au régistrateur*

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative de pêcheurs a été constituée dans le comté de (ou selon le cas), sous le nom de "Société coopérative de pêcheurs de", dont le principal bureau est situé

(Signature.)  
secrétaire.

S. R. (1909), 2038*ll*, formule C; 13 Geo. V, c. 36, s. 3.

## 4.—(Article 20)

*Avis de transport*

A, de la municipalité  
de, membre de la Société  
coopérative de pêcheurs de

Monsieur,

Avis vous est donné, par les présentes, par M.  
, notaire, (ou par M.  
, huissier); de, que  
par un acte reçu devant M., notaire,  
(ou en double devant témoins),  
le jour du mois de mil  
neuf cent, la "Société coopérative de pêcheurs  
de a transporté a  
, de, la  
somme de, étant le  
deuxième (troisième, ou selon le cas), versement sur les  
actions que vous avez souscrites dans le capital de ladite  
société coopérative. Ce transport est ainsi fait comme  
sûreté subsidiaire pour le paiement d'un prêt (ou d'un  
cautionnement,) consenti par ledit (ou que  
ledit s'est engagé à con-  
sentir).

Ce transport a été enregistré au bureau de la division  
d'enregistrement du comté de, le

jour du mois de 19.  
Daté à, le jour  
du mois de 19.

(Signature.)  
notaire (ou huissier).

S. R. (1909), 2038*ll*, formule D; 13 Geo. V, c. 36, s. 3.

S. R. (1909), 2038*ll*, formule E; 13 Geo. V, c. 36, s. 3.